

BURUNDI

PRIX ALIMENTAIRES ÉLEVÉS, ACCÈS LIMITÉ AUX MARCHÉS, CHOCS CLIMATIQUES ET CONFLITS AGGRAVENT L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË

L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË ACTUELLE : AVRIL – MAI 2026		
1,77M 14% de la population analysée Personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase 3 de l'IPC ou plus) AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE	Phase 5	0 Catastrophe
	Phase 4	220 000 Urgence
	Phase 3	1 545 000 Crise
	Phase 2	6 593 000 Stress
	Phase 1	4 506 000 Sécurité alimentaire

VUE D'ENSEMBLE

La situation alimentaire pour la période projetée de juin à septembre 2026 au Burundi devrait s'améliorer par rapport à la période courante avril à mai 2026, principalement grâce à l'arrivée des récoltes de la saison 2026B (juin-août). Le nombre de personnes en Phase 3 de l'IPC ou plus devrait diminuer à environ 1,02 million de personnes, soit 8 % de la population analysée, représentant une baisse d'environ 750 000 personnes par rapport à la période actuelle. Toutes les zones de moyens d'existence sont projetées en Phase 2 de l'IPC (Stress) tandis que les dépressions du Nord et la Plaine Imbo s'améliorent également en Phase 2 de l'IPC. Cette amélioration devrait résulter de l'augmentation de la disponibilité alimentaire, de la reconstitution des stocks des ménages et d'un meilleur approvisionnement des marchés.

Malgré cette évolution positive, la situation demeure fragile. La Plaine de l'Imbo devrait rester la zone la plus affectée, avec environ 15 % de sa population en Phase 3 de l'IPC ou plus, tandis que plusieurs autres zones conserveront des poches de populations en Crise. L'amélioration attendue repose sur des conditions climatiques favorables selon les prévisions pluviométriques de l'Institut Géographique du Burundi (IGEBU), une campagne agricole normale et l'absence de chocs économiques majeurs. Toutefois, les contraintes d'accès alimentaire, la dépendance à l'agriculture pluviale, la faible diversification des moyens d'existence et l'occurrence d'un épisode El Nino plus tôt que prévu, peuvent constituer des facteurs de risque importants.

Les populations les plus affectées sont principalement les ménages pauvres et très pauvres disposant de moyens d'existence peu diversifiés. Les résultats de la dernière enquête FSMS montrent que 67 % des ménages dépendent de plus de deux activités de subsistance et que 19 % n'en dépendent que d'une seule, ce qui limite leur capacité à faire face aux chocs.

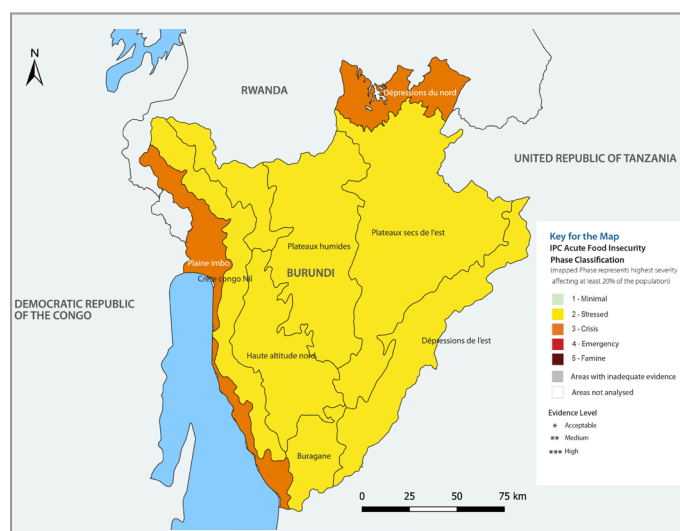
ANALYSE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË

AVRIL – SEPTEMBRE 2026

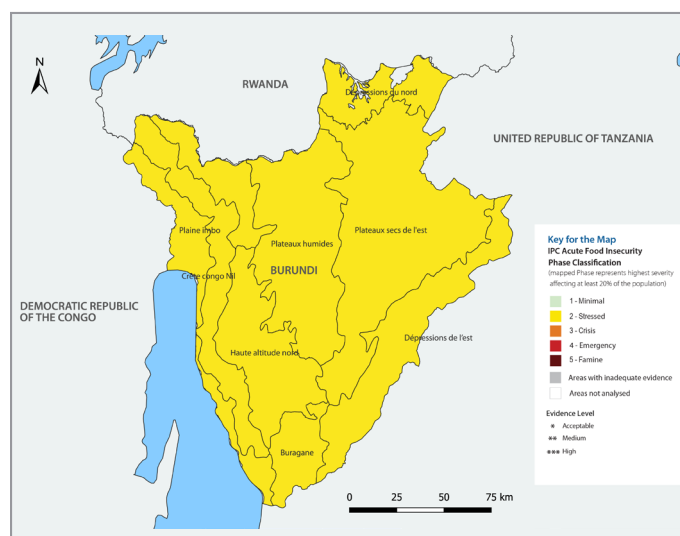
Publié le 4 août 2026

L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË PROJETÉE : JUIN – SEPTEMBRE 2026		
1,02M 8% de la population analysée Personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase 3 de l'IPC ou plus) AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE	Phase 5	0 Catastrophe
	Phase 4	0 Urgence
	Phase 3	1 018 000 Crise
	Phase 2	6 033 000 Stress
	Phase 1	5 813 000 Sécurité alimentaire

Situation projetée: avril – mai 2026



Situation projetée: juin – septembre 2026



Ces ménages restent fortement dépendants de l'agriculture pluviale, de la vente de main-d'œuvre agricole et des marchés pour couvrir leurs besoins alimentaires. Les rapatriés et les personnes déplacées internes figurent également parmi les groupes les plus vulnérables en raison de moyens d'existence encore insuffisamment reconstitués.

Comparé au cycle IPC de l'année dernière, la situation alimentaire s'est détériorée passant de 10 % à 14 % de la population en Phase 3 de l'IPC ou plus, soit une augmentation d'environ 600 000 personnes. Les résultats de l'analyse montrent également une forte prévalence des personnes en Phase 4 de l'IPC (Urgence) en avril-mai 2026 alors qu'il n'y avait pas de population connaissant une insécurité alimentaire aiguë si sévère depuis les quatre derniers cycles d'analyse.

Le maintien d'une assistance ciblée en faveur des populations les plus vulnérables, notamment dans les zones actuellement classées en Phase 3 de l'IPC et dans les zones accueillant un nombre important de rapatriés, demeure essentiel. Le renforcement des moyens d'existence, l'amélioration de l'accès aux intrants agricoles, le suivi des marchés et le développement de mécanismes d'anticipation des chocs seront déterminants pour consolider les acquis et prévenir une nouvelle détérioration de la sécurité alimentaire.

Facteurs déterminants



Vulnérabilité des rapatriés et populations déplacées : Au-delà de la pression accrue sur les ressources dans les zones d'accueil, les rapatriés récemment revenus de la Tanzanie et certaines personnes déplacées internes disposent encore de moyens d'existence limités et d'un accès restreint aux ressources productives, augmentant leur risque d'insécurité alimentaire et leur dépendance à l'assistance alimentaire.



Aléas climatiques et production agricole : Les déficits hydriques localisés, les pluies excessives, les inondations, l'érosion et les maladies des cultures continuent d'affecter la production agricole dans plusieurs zones. Ces chocs réduisent les récoltes, les revenus agricoles et les disponibilités alimentaires des ménages les plus vulnérables.



Accès insuffisant aux intrants agricoles : La disponibilité limitée, les retards d'approvisionnement et le coût élevé des fertilisants ainsi que d'autres intrants agricoles contraignent la production des petits exploitants. Cette situation réduit la productivité agricole, affaiblit les revenus des ménages ruraux et limite leur capacité à reconstituer durablement leurs moyens d'existence.



Faible diversification des moyens d'existence : Une grande partie des ménages dépend d'un nombre limité d'activités de subsistance, principalement l'agriculture pluviale et la main-d'œuvre agricole. Cette faible diversification accroît leur vulnérabilité aux chocs climatiques et économiques et réduit leur capacité d'adaptation.

CARTE ET TABLEAU DE LA POPULATION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË ACTUELLE (AVRIL – MAI 2026)

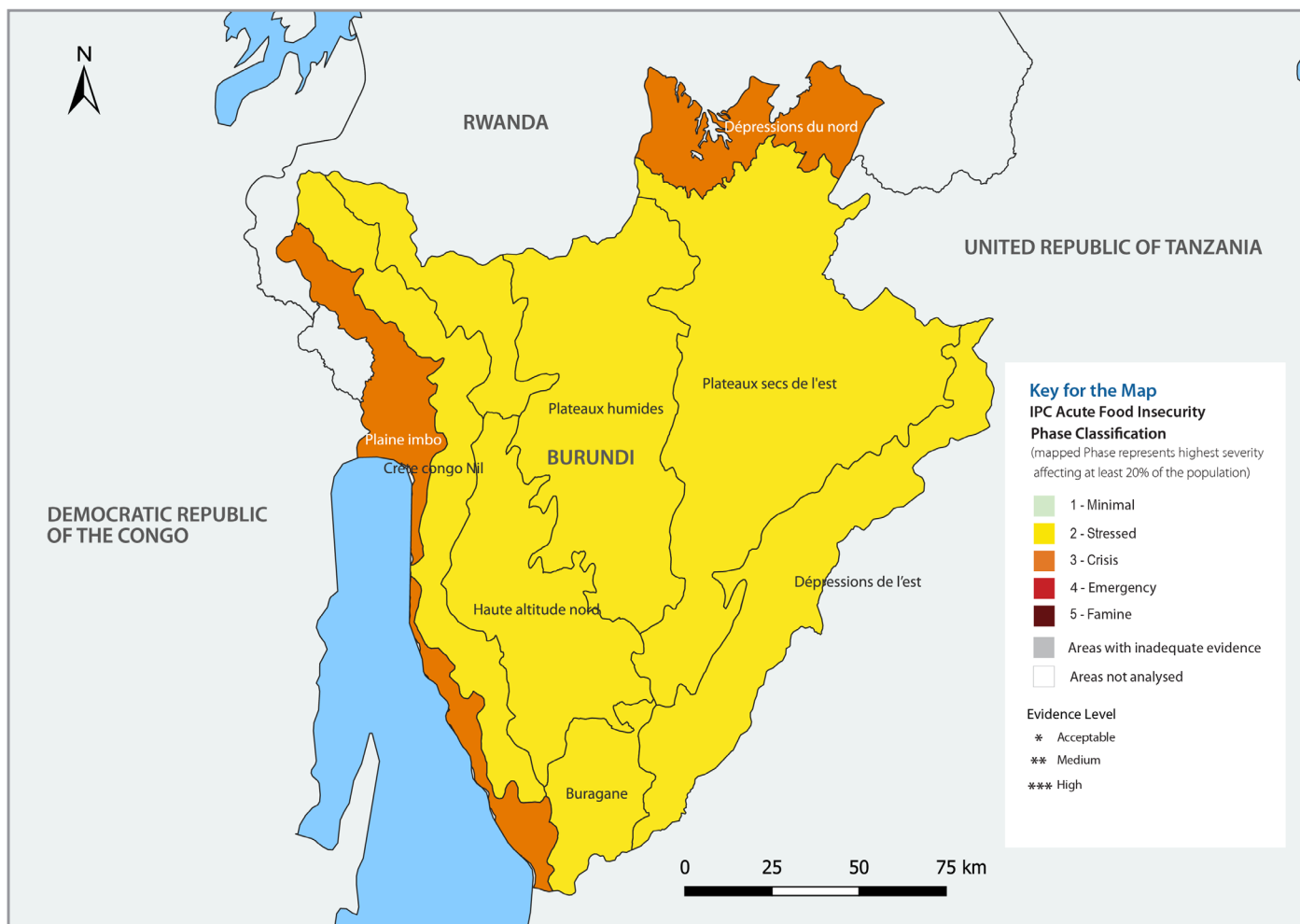


Tableau de population de la situation actuelle : Avril – Mai 2026

Région	Population analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Phase IPC	Phase 3+	
		#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%		#per.	%
Buragane	331 605	116 062	35	165 803	50	49 741	15	0	0	0	0	2	49 741	15
Crête Congo Nil	1 307 978	261 596	20	850 186	65	196 197	15	0	0	0	0	2	196 197	15
Dépressions de l'est	1 087 252	380 538	35	597 989	55	54 363	5	54 363	5	0	0	2	108 725	10
Dépressions du nord	774 823	271 188	35	348 670	45	116 223	15	38 741	5	0	0	3	154 965	20
Haute altitude nord	1 302 263	651 132	50	455 792	35	195 339	15	0	0	0	0	2	195 339	15
Plaine Imbo	2 544 732	763 420	30	1 272 366	50	381 710	15	127 237	5	0	0	3	508 946	20
Plateaux humides	2 881 089	1 008 381	35	1 584 599	55	288 109	10	0	0	0	0	2	288 109	10
Plateaux secs de l'est	2 634 943	1 053 977	40	1 317 472	50	263 494	10	0	0	0	0	2	263 494	10
Grand Totals	12 864 685	4 506 294	35	6 592 877	51	1 545 176	12	220 341	2	0	0		1 765 517	14

Note : Une population en Phase 3+ ne reflète pas nécessairement l'ensemble de la population nécessitant une action urgente. En effet, certains ménages peuvent être en Phase 2 ou même 1, mais uniquement parce qu'ils ont reçu une aide, et peuvent donc avoir besoin d'une action continue. Les incohérences marginales qui peuvent apparaître dans les pourcentages globaux des totaux et des grands totaux sont imputables aux arrondis.

VUE D'ENSEMBLE DE LA SITUATION ACTUELLE (AVRIL – MAI 2026)

L'analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë au Burundi indique qu'entre avril et mai 2026, environ 1,77 million de personnes, soit 14 % de la population analysée, sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë élevée nécessitant une action urgente (Phase 3 de l'IPC ou plus). Parmi elles, environ 1,5 million de personnes sont en Phase 3 de l'IPC (Crise) et 220 000 personnes en Phase 4 de l'IPC (Urgence), tandis qu'aucune population n'est classée en Phase 5. La majorité de la population demeure en Phase 2 de l'IPC (Stress), représentant 51 % de la population analysée.

Les zones les plus touchées sont la Plaine de l'Imbo et les Dépressions du Nord, seules zones classées en Phase 3 de l'IPC (Crise). Chacune compte environ 20 % de sa population en Phase 3 de l'IPC ou plus. Avec plus de 500 000 personnes en Phase 3 de l'IPC ou plus, la Plaine de l'Imbo concentre le plus grand nombre de personnes affectées au niveau national. Les Dépressions de l'Est constituent également une zone de préoccupation importante avec plus de 54 000 personnes en Phase 4 de l'IPC (Urgence), notamment en raison de la forte concentration de rapatriés et de réfugiés ainsi que des difficultés affectant les échanges transfrontaliers.

Les populations les plus affectées sont principalement les ménages pauvres et très pauvres dont les moyens d'existence sont peu diversifiés. Les résultats du FSMS montrent que 67 % des ménages ne dépendent que d'une ou deux activités de subsistance et que 19 % ne disposent que d'une seule source de revenu ou de production, augmentant leur vulnérabilité face aux chocs. Les rapatriés, les réfugiés et certaines personnes déplacées internes figurent également parmi les groupes les plus exposés à l'insécurité alimentaire en raison de leur accès limité à la terre, aux actifs productifs et aux opportunités économiques.

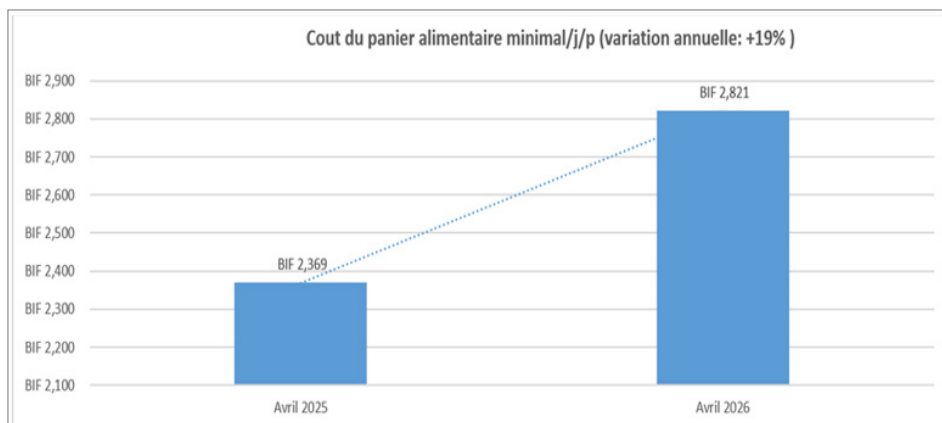
La situation actuelle est influencée par une combinaison de facteurs structurels et conjoncturels. L'accès alimentaire demeure la principale contrainte pour les ménages vulnérables. La hausse des prix des denrées alimentaires, les coûts élevés du transport, l'accès limité aux intrants agricoles, notamment aux fertilisants, ainsi que la faiblesse des revenus agricoles et non agricoles réduisent le pouvoir d'achat des ménages. À ces contraintes économiques s'ajoutent les effets des aléas climatiques, notamment les déficits hydriques localisés, les pluies excessives, les inondations, l'érosion et les maladies affectant les cultures, qui continuent d'impacter la production agricole et les revenus dans plusieurs régions du pays.

Accès alimentaire, situation des marchés et évolution des prix des denrées alimentaires

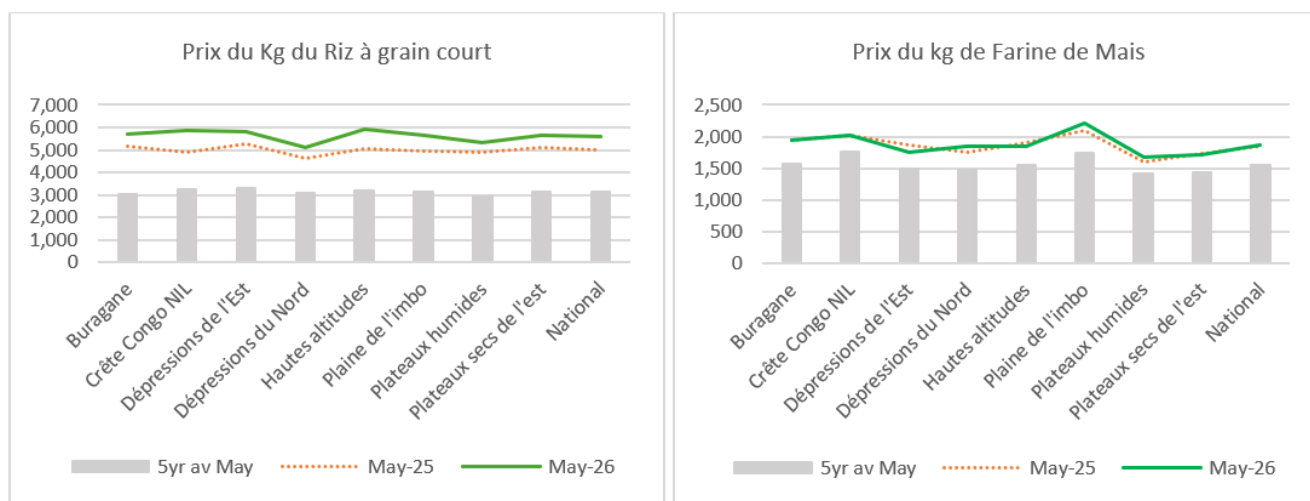
La situation économique est influencée par la combinaison de plusieurs chocs économiques, climatiques et démographiques. L'inflation persistante des prix alimentaires, les coûts élevés de transport, les perturbations dans l'approvisionnement des fertilisants et la faiblesse des opportunités de revenus continuent de réduire le pouvoir d'achat des ménages. Les tensions géopolitiques internationales, notamment au Moyen-Orient, contribuent à maintenir des coûts élevés de l'énergie, du transport et des intrants agricoles, dans un contexte marqué également par les effets résiduels des perturbations engendrées par le conflit en Ukraine.

Les prix en mai 2026 restent en général au-dessus de leur moyenne saisonnière de 5 ans pour presque tous les produits alimentaires et sur tous les marchés suivis. Le coût du panier alimentaire minimal a connu une variation annuelle de 19 % entre avril 2025 et avril 2026. Cette situation traduit une baisse considérable du pouvoir d'achat des ménages et limite leur accès à la nourriture.

À ces contraintes s'ajoutent les impacts des déficits hydriques observés dans certaines régions, des inondations localisées et de la montée des eaux du lac Tanganyika. Les mouvements récents de populations, notamment l'arrivée de réfugiés en provenance de la RDC et l'accélération du rapatriement de Burundais depuis la Tanzanie, ont également accru la pression sur les ressources et les moyens d'existence dans plusieurs zones d'accueil.



Source: monitoring coût du panier alimentaire, PAM



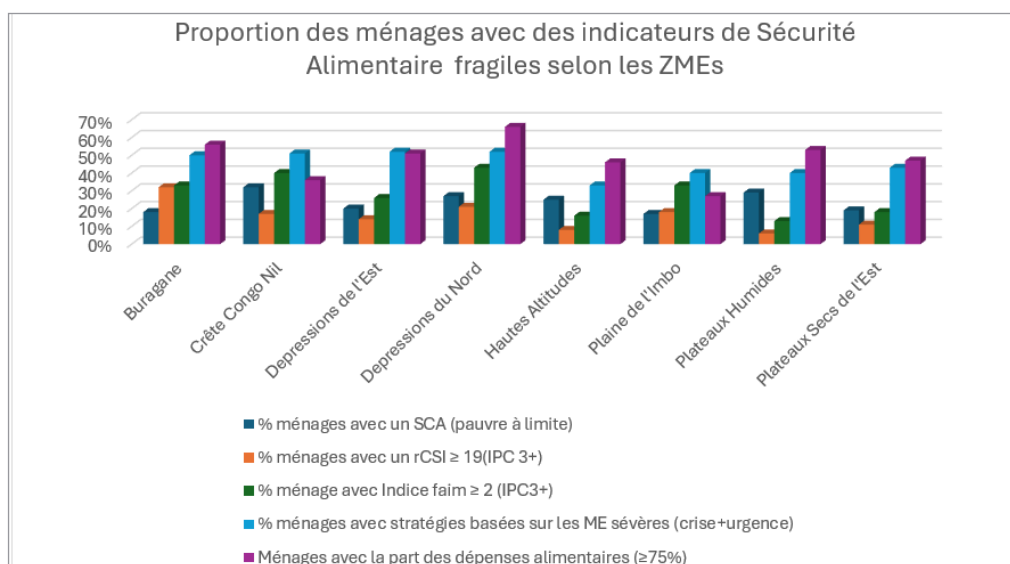
Source: PAM, juin 2026

Impact de la situation au Moyen-Orient, fermeture du canal d'Ormuz.

La crise au Moyen-Orient et la fermeture du détroit d'Ormuz provoquent une perturbation des chaînes logistiques mondiales, une hausse des coûts et des pénuries d'importations essentielles. Les informations du terrain indiquent qu'au Burundi, cela a causé des difficultés d'approvisionnement en carburant (essence et diesel) marqué par une forte réduction des volumes importés depuis le mois de mars 2026, affectant le transport des biens et des personnes. Cela a également engendré la hausse des prix des intrants agricoles (engrais) et de prix des denrées alimentaires, entraînant une inflation généralisée qui a de lourdes conséquences sur le pouvoir d'achat des ménages. Selon FEWS NET en mars 2026, si le conflit perdure, près de 40% des marchés d'exportation du Burundi seront menacés, limitant les perspectives de croissance et d'accès aux devises étrangères.

Les indicateurs de résultats

Les indicateurs de résultats de la classification de l'insécurité alimentaire confirment une dégradation des conditions de vie des ménages les plus vulnérables. Au niveau national, 25 % des ménages présentent une consommation alimentaire pauvre à limite, tandis que 24 % font face à des niveaux de faim correspondant à la Phase de Crise ou plus. Plus de 40 % des ménages recourent à des stratégies d'adaptation sévères susceptibles de compromettre leurs moyens d'existence. Plusieurs zones, notamment la Crête Congo-Nil, les Dépressions du Nord, Buragane et la Plaine de l'Imbo, présentent également des résultats compatibles avec une situation de Crise en matière de diversité alimentaire. L'analyse a malheureusement manqué d'indicateurs de résultats actualisés sur l'état nutritionnel.

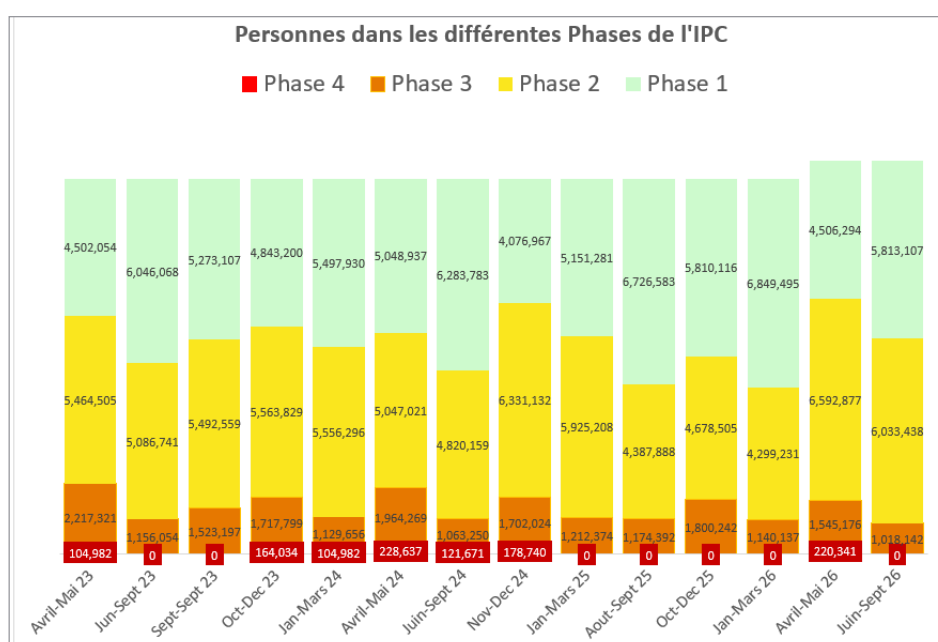


Source: FSMS, juin 2026

Comparaison avec les analyses précédentes de l'insécurité alimentaire aiguë

Par rapport au cycle IPC 2025, la situation s'est détériorée. La proportion de la population en Phase 3 de l'IPC ou plus est passée de 10 % à 14 %, soit une augmentation d'environ 600 000 personnes nécessitant une action urgente. Cette dégradation est particulièrement marquée dans les Dépressions du Nord, affectées par un déficit hydrique sévère, et dans la Plaine de l'Imbo, confrontée aux inondations, à la montée des eaux du lac Tanganyika et à la perturbation des activités économiques transfrontalières. L'apparition de populations en Phase 4 de l'IPC en 2026 traduit également une aggravation de la sévérité de la situation par rapport aux analyses précédentes.

Les résultats des analyses de l'insécurité alimentaire aiguë, au cours des récentes années indiquent la non-existence des populations en Phase 4 de l'IPC à part la forte prévalence en avril-mai 2026 qui est due à la hausse des prix du carburant et du transport ainsi que la perturbation des circuits d'approvisionnement des denrées alimentaires. Cela s'est traduit par une forte inflation limitant l'accès alimentaire des ménages vulnérables. Depuis l'année dernière la cartographie de l'insécurité alimentaire montre également une forte concentration des populations en Phase 2 de l'IPC marquant la fragilité du tissu économique des ménages.



Source: IPC GSU, juin 2026

Aperçu sur l'assistance alimentaire

Une assistance alimentaire a été fournie durant la période analysée aux réfugiés, rapatriés et ménages affectés par les aléas climatiques, principalement dans l'Est et le Nord du pays. Toutefois, bien que les rations distribuées aient atteint au moins 50 % des besoins caloriques alimentaires des bénéficiaires ciblés, la couverture globale est restée inférieure à 25 % de la population totale des zones concernées et n'a donc pas influencé la classification IPC des unités d'analyse.

Situation de la sécurité alimentaire des réfugiés accueillis au Burundi

Les réfugiés accueillis au Burundi, qu'ils soient installés de longue date ou récemment arrivés en provenance de l'Est de la République Démocratique du Congo, n'ont pas fait l'objet d'une classification IPC séparée des autres populations. L'analyse IPC a été réalisée au niveau des zones de moyens d'existence, et la situation des réfugiés a été analysée au même titre que la population totale. Les données récentes disponibles indiquent toutefois une vulnérabilité importante et une forte dépendance à l'assistance humanitaire. Selon les résultats du Post-Distribution Monitoring (PDM) réalisé par le PAM en mai 2026, comparant la situation alimentaire des réfugiés des anciens camps (Kinama, Musasa, Bwagiriza, Kavumu, Nyankanda et Musenyi) à ceux du site de Busuma, seuls 53 % des ménages de Busuma présentent une consommation alimentaire acceptable, contre 65 % dans les autres camps. Par ailleurs, 93 % des ménages de Busuma ne disposent pas de ressources suffisantes pour couvrir leurs besoins essentiels minimums (MEB), contre 64 % dans les anciens camps. Les ménages de Busuma affichent également un recours plus élevé aux stratégies d'adaptation alimentaires, avec un rCSI moyen de 25, contre 20 dans les autres camps.

CARTE ET TABLEAU DE LA POPULATION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGÜE PROJÉTÉE (JUN – SEPTEMBRE 2026)

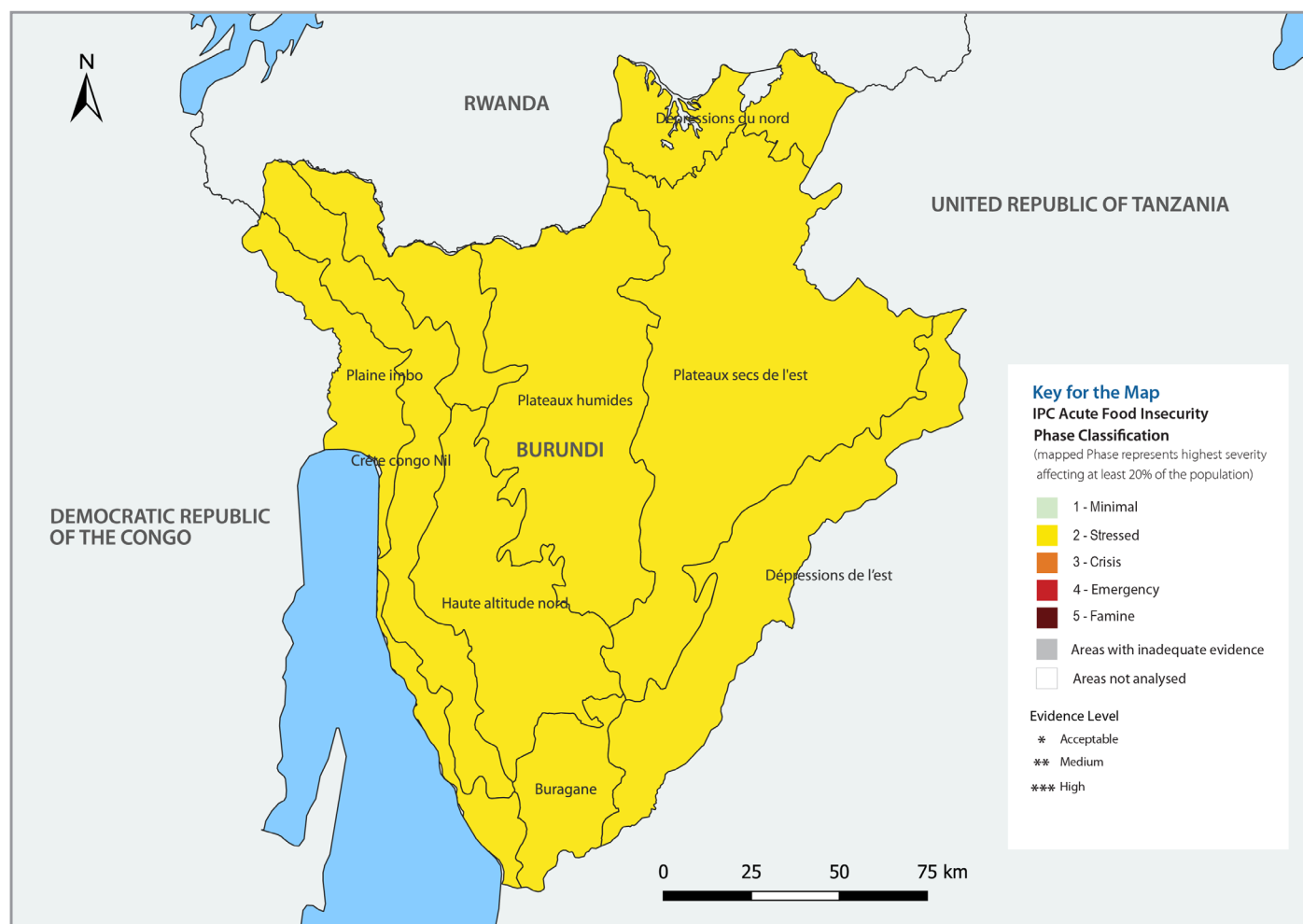


Tableau de population de la situation projetée : juin – septembre 2026

Région	Population analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Phase IPC	Phase 3+	
		#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%		#per.	%
Buragane	331 605	132 642	40	165 803	50	33 161	10	0	0	0	0	2	33 161	10
Crête Congo Nil	1 307 978	326 995	25	915 585	70	65 399	5	0	0	0	0	2	65 399	5
Dépressions de l'est	1 087 252	489 263	45	543 626	50	54 363	5	0	0	0	0	2	54 363	5
Dépressions du nord	774 823	309 929	40	387 412	50	77 482	10	0	0	0	0	2	77 482	10
Haute altitude nord	1 302 263	651 132	50	520 905	40	130 226	10	0	0	0	0	2	130 226	10
Plaine Imbo	2 544 732	1 145 129	45	1 017 893	40	381 710	15	0	0	0	0	2	381 710	15
Plateaux humides	2 881 089	1 440 545	50	1 296 490	45	144 054	5	0	0	0	0	2	144 054	5
Plateaux secs de l'est	2 634 943	1 317 472	50	1 185 724	45	131 747	5	0	0	0	0	2	131 747	5
Grand Totals	12 864 685	5 813 107	45	6 033 438	47	1 018 142	8	0	0	0	0		1 018 142	8

Note : Une population en Phase 3+ ne reflète pas nécessairement l'ensemble de la population nécessitant une action urgente. En effet, certains ménages peuvent être en Phase 2 ou même 1, mais uniquement parce qu'ils ont reçu une aide, et peuvent donc avoir besoin d'une action continue. Les incohérences marginales qui peuvent apparaître dans les pourcentages globaux des totaux et des grands totaux sont imputables aux arrondis.

VUE D'ENSEMBLE DE LA MISE À JOUR DE LA SITUATION PROJETÉE (JUIN – SEPTEMBRE 2026)

La période projetée est marquée par le passage de la période de soudure à la période de récoltes et post récoltes signifiant l'entrée en période de bonne disponibilité et de meilleure accessibilité alimentaire, favorable aux ménages y compris pour les plus vulnérables dépendant du marché pour les achats de nourriture. L'analyse IPC projette une amélioration de la situation de l'insécurité alimentaire aiguë au Burundi entre juin et septembre 2026, principalement sous l'effet des récoltes de la saison 2026B, de la reconstitution des stocks alimentaires et d'une amélioration de la disponibilité des denrées sur les marchés. Le nombre de personnes confrontées à une insécurité alimentaire aiguë nécessitant une action urgente (Phase 3 de l'IPC ou plus) devrait diminuer à environ 1,02 million de personnes, soit 8 % de la population analysée, contre 1,77 million de personnes (14 %) durant la période actuelle. Aucune population n'est projetée en Phase 4 ou 5 et l'ensemble des zones de moyens d'existence devrait être classé en Phase 2 de l'IPC (Stress).

Cette amélioration intervient dans un contexte où les contraintes structurelles observées durant la période actuelle devraient persister, mais avec une intensité moindre grâce aux effets positifs de la campagne agricole. Les disponibilités alimentaires des ménages devraient bénéficier des récoltes récentes, tandis que les marchés devraient connaître une meilleure offre en produits vivriers. Toutefois, les effets cumulés de l'inflation alimentaire, de l'érosion des moyens d'existence, des difficultés d'accès aux intrants agricoles et des mouvements de population continueront d'influencer négativement la sécurité alimentaire des ménages les plus vulnérables.

L'impact de l'avènement attendu d'El Nino

Le phénomène El Niño influence la circulation atmosphérique à l'échelle mondiale, entraînant dans certaines régions des précipitations et des températures saisonnières plus élevées ou plus faibles que la normale. Selon l'Administration nationale des océans et de l'atmosphère (NOAA), il y a plus de 90 % de chances qu'un épisode El Niño se développe entre juin et septembre 2026. Cependant, ce phénomène d'El Nino n'a pas d'impact significatif sur le Burundi au cours de la période projetée (juin-septembre 2026) car cela coïncide avec la saison sèche où il y a peu de cultures dans les champs (cultures des marais). Il est donc rare d'avoir des pluies destructrices au cours de cette période. Toutefois, des risques d'inondation de grande ampleur subsistent si de fortes pluies arrivent un peu plus tôt que prévu. Cela pourrait provoquer des précipitations intenses et soudaines dans les zones urbaines, provoquant souvent des inondations sur les infrastructures critiques (routes, réseau d'eau, énergie) et des dégâts sur le pâturage.

Hypothèses-clés (juin – septembre 2026)

Le scénario projeté repose sur l'hypothèse d'une évolution globalement normale de la saison agricole 2026B, de la poursuite des tendances actuelles des marchés et des moyens d'existence, ainsi que de l'absence de choc majeur susceptible d'altérer significativement la sécurité alimentaire. Les hypothèses ci-dessous décrivent les principaux facteurs attendus en matière de disponibilité, d'accès, d'utilisation et de stabilité alimentaires, ainsi que les principales limites et risques associés à la période de projection.

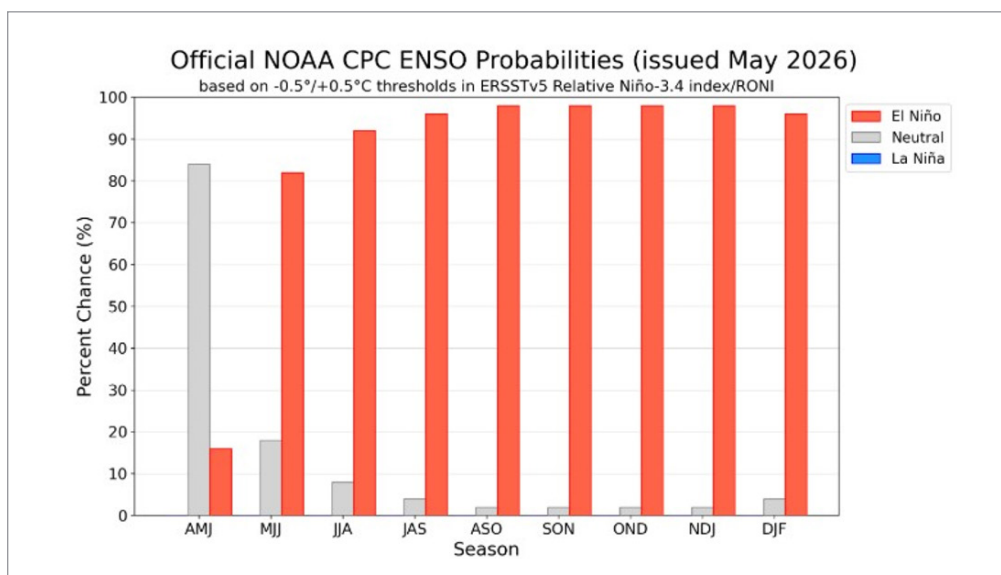
Disponibilité alimentaire : Les récoltes de la saison 2026B devraient améliorer la disponibilité alimentaire des ménages, favoriser la reconstitution des stocks et renforcer l'approvisionnement des marchés. Toutefois, les gains pourraient être plus limités dans les localités affectées par les déficits hydriques et les inondations, notamment dans les Dépressions du Nord et certaines zones du littoral du lac Tanganyika.

Accès alimentaire : L'accès alimentaire devrait s'améliorer grâce aux récoltes, à une meilleure disponibilité sur les marchés et aux revenus saisonniers agricoles, y compris les paiements issus des cultures de rente. Cependant, l'inflation persistante, les coûts élevés du transport, les disparités régionales de prix liées à la crise du carburant, les faibles opportunités de revenus et les paiements anticipés des intrants pour la saison 2027A continueront d'affecter le pouvoir d'achat des ménages vulnérables.

Utilisation alimentaire : L'amélioration de la disponibilité alimentaire devrait entraîner une amélioration progressive de la consommation et de la diversité alimentaire des ménages. Toutefois, les ménages les plus pauvres ainsi que les populations déplacées ou récemment rapatriées pourraient continuer à éprouver des difficultés à accéder à une alimentation diversifiée et nutritive.

Stabilité : La projection repose sur l'hypothèse d'une évolution normale de la saison agricole et de l'absence de choc climatique ou économique majeur. Les principaux risques concernent la persistance de l'inflation, les aléas climatiques localisés, la baisse saisonnière de la production animale, la pression exercée par l'afflux de réfugiés et les ressources limitées destinées à l'assistance humanitaire.

Mouvements de population : La situation demeurera particulièrement fragile dans les Dépressions de l'Est, affectées par les mouvements de population, ainsi que dans certaines zones des Dépressions du Nord et de la Plaine de l'Imbo exposées aux déficits hydriques, aux inondations et aux perturbations des moyens d'existence.



Malgré l'amélioration attendue au niveau national, les besoins alimentaires seront pressants dans certaines zones. La Plaine de l'Imbo restera la zone la plus affectée avec environ 382 000 personnes, soit 15 % de sa population, en Phase 3 de l'IPC ou plus. Les Dépressions du Nord, Buragane et les Hautes Altitudes conserveront également des proportions relativement élevées de populations en Crise, avec environ 10 % de leur population respective classée en Phase 3 de l'IPC ou plus. Les Dépressions de l'Est devraient connaître une amélioration par rapport à la situation actuelle, mais resteront sous pression en raison de la concentration de rapatriés et de réfugiés ainsi que de la dépendance des ménages aux échanges transfrontaliers.

Les conditions de sécurité alimentaire devraient s'améliorer grâce à une disponibilité accrue des aliments et à la reconstitution des stocks des ménages. Toutefois, plusieurs indicateurs suggèrent que les capacités d'adaptation des ménages resteront limitées. Pendant la période actuelle, un quart des ménages présente une consommation alimentaire pauvre ou limite, près d'un quart fait face à des niveaux de faim correspondant à la Phase de Crise ou plus et plus de quatre ménages sur dix recourent à des stratégies sévères de crise ou d'urgence. Ces résultats témoignent d'une résilience réduite susceptible de limiter les bénéfices des améliorations saisonnières attendues.

Les principaux facteurs soutenant le scénario projeté concernent l'amélioration de la disponibilité alimentaire grâce aux récoltes et la reconstitution des stocks. Toutefois, l'accès alimentaire demeure la dimension la plus limitante. L'inflation persistante des prix alimentaires, les coûts élevés du transport et les opportunités de revenus limitées continueront d'affecter le pouvoir d'achat des ménages vulnérables. Les contraintes liées à l'approvisionnement en fertilisants et autres intrants agricoles pourraient également limiter la capacité des petits producteurs à renforcer durablement leur production et leurs revenus.

Les populations les plus exposées à l'insécurité alimentaire demeureront les ménages pauvres et très pauvres dont les moyens d'existence restent peu diversifiés et insuffisamment résilients. Il s'agit notamment des ménages disposant d'un accès limité à la terre et aux actifs productifs, fortement dépendants du travail journalier et des marchés pour leur alimentation, et ne bénéficiant pas de sources de revenus stables. Les rapatriés récemment revenus de Tanzanie, les réfugiés et certaines personnes déplacées internes continueront également à présenter une vulnérabilité élevée en raison de leur faible intégration économique et de l'accès limité aux ressources productives.

Par rapport à la situation actuelle, les résultats projetés traduisent une amélioration significative avec une réduction d'environ 750 000 personnes en Phase 3 de l'IPC ou plus et le retour des Dépressions du Nord et de la Plaine de l'Imbo en Phase 2. Toutefois, cette évolution reste essentiellement saisonnière et ne reflète pas une réduction durable des vulnérabilités structurelles. La persistance de l'inflation, les effets résiduels des aléas climatiques, la faible diversification des moyens d'existence et la pression exercée par les mouvements de population continueront de constituer des risques importants susceptibles de compromettre les progrès attendus.

RECOMMANDATIONS POUR L'ACTION

1. Renforcer l'assistance en faveur des populations les plus affectées

Prioriser les ménages en Phase 3 et 4 de l'IPC dans la Plaine de l'Imbo, les Dépressions du Nord et les Dépressions de l'Est, ainsi que les rapatriés, réfugiés et personnes déplacées internes. Les interventions devraient viser à protéger la consommation alimentaire, prévenir l'érosion des moyens d'existence et réduire les déficits alimentaires immédiats. Dans les zones du littoral du lac Tanganyika particulièrement exposées aux risques d'inondation et de glissements de terrain, des actions anticipatoires devraient être préparées en amont du phénomène Super El Niño, dont les projections saisonnières indiquent un risque accru de pluies excessives au Burundi, afin de limiter les pertes de moyens d'existence et les impacts attendus sur la sécurité alimentaire.

2. Soutenir durablement les moyens d'existence agricoles

Accroître l'accès des petits producteurs aux fertilisants, semences et autres intrants agricoles afin d'améliorer la productivité et les revenus. Une attention particulière devrait être accordée aux ménages vulnérables affectés par les déficits hydriques, les inondations ou les faibles performances agricoles afin de renforcer leur résilience face aux chocs futurs.

3. Renforcer les mécanismes de résilience et de réintégration

Développer des actions spécifiques en faveur des rapatriés, réfugiés, personnes déplacées internes et communautés d'accueil afin d'améliorer l'accès aux ressources productives, aux opportunités économiques et aux services de base. Ces mesures contribueront à réduire la pression sur les zones d'accueil et à limiter la dépendance prolongée à l'assistance alimentaire humanitaire.

4. Renforcer le suivi de la sécurité alimentaire et des marchés

Poursuivre le suivi régulier des prix alimentaires, du coût du panier alimentaire minimum, des disponibilités alimentaires, des mouvements de population et des indicateurs clés de sécurité alimentaire. Une mise à jour régulière des analyses FSMS, mVAM et IPC est recommandée afin de détecter rapidement toute détérioration de la situation et d'orienter les décisions de réponse.

5. Améliorer les systèmes d'information et la qualité des données

Renforcer la collecte et l'analyse des données relatives à la consommation alimentaire, aux moyens d'existence, aux mouvements de population, aux marchés et à la situation nutritionnelle, notamment à travers la réalisation régulière des enquêtes SMART. La mise à disposition rapide des résultats des enquêtes modulaires de l'agriculture issues du RGPHAE 2024 contribuerait à améliorer la qualité des futures analyses IPC.

6. Surveiller les principaux facteurs de risque

Assurer un suivi étroit de l'évolution des prix alimentaires, du coût du transport, de la disponibilité du carburant, des effets précoces du phénomène El Niño, des conditions agro climatiques, du processus d'approvisionnement en fertilisants, de l'évolution du conflit au Moyen-Orient et de ses effets potentiels sur les échanges, ainsi que des mouvements de population. Toute détérioration significative de ces facteurs pourrait remettre en cause les hypothèses de projection et nécessiter une mise à jour de l'analyse IPC.

PROCESSUS ET MÉTHODOLOGIE

L'atelier d'analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë a été réalisée du 22 au 26 juin 2026 dans les locaux de la FAO à Bujumbura, sous la coordination du ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage (MINEAGRIE). L'atelier a bénéficié de l'appui financier de la FAO et le soutien technique de l'Unité de Soutien Global de l'IPC (GSU-IPC). Il a été précédé d'une formation de mise à niveau de la plateforme d'analyse (AP) conformément aux protocoles de la version 3.1 du manuel IPC, tenue le 22 juin 2026. Le processus a été conduit sous l'égide du Groupe de Travail Technique (GTT) IPC, à travers plusieurs réunions préparatoires organisées avec les partenaires nationaux et le GSU-IPC. L'exercice a mobilisé 27 experts issus des institutions gouvernementales, des agences des Nations Unies, des ONG et des partenaires techniques, tous formés aux protocoles IPC et expérimentés dans les analyses antérieures.

Les institutions participantes comprenaient notamment le MINEAGRIE, le ministère de la Santé (PRONANUT), ISABU, IGEBU, l'INSBU, la FAO, le PAM, FEWS NET, PACT Burundi, Caritas Burundi et World Vision.

L'exercice a également bénéficié de l'appui technique de quatre co-facilitateurs nationaux des groupes de travail. Les Co-facilitateurs ont accompagné le processus de classification dans le strict respect des protocoles méthodologiques de l'IPC, avec rigueur, transparence et basé sur la convergence des preuves et le consensus technique. La préparation a inclus la compilation et le partage des données, la vérification de leur plausibilité, l'encodage des preuves, les travaux de groupes, les restitutions en plénière ainsi que la validation collective des résultats. La revue technique et le contrôle qualité ont été assurés avec l'appui du GSU-IPC.

L'analyse a couvert la période actuelle d'avril à mai 2026 et la période projetée de juin à septembre 2026 qui correspond à la période post récolte. Les 8 zones de moyens d'existence ont constitué les zones d'analyse pour cet exercice. Le niveau de confiance de l'analyse est jugé élevé (***) conformément défini par les protocoles IPC pour l'ensemble des zones de moyens d'existence analysées.

Sources de données

Les principales sources de données utilisées comprennent l'enquête FSMS 2026, les données de marchés et de prix, les statistiques agricoles et d'élevage, les données agro climatiques et météorologiques, les informations sur les moyens d'existence, les mouvements de population, l'assistance humanitaire ainsi que les données sur les admissions dans les centres nutritionnels.

L'enquête FSMS a bénéficié d'une bonne couverture, avec l'augmentation du nombre de grappes échantillonnées et une représentativité renforcée conformément au nouveau découpage administratif du pays.

Limites de l'analyse

Les principales limites concernent l'absence de données nutritionnelles récentes dans certaines zones et le retard dans la disponibilité des données de l'ENAB non encore validées par le BCR à la suite de la revue dictée par les nouveaux modules agriculture du RGPHE2024. À cela s'ajoutent les conditions climatiques et les mouvements de population, ainsi que la disponibilité inégale de certaines données sectorielles au moment de l'analyse.

Ce que sont l'IPC et l'IPC de l'insécurité alimentaire aiguë:

L'IPC consiste en une série d'outils et de procédures qui servent à classer le niveau de sévérité et les caractéristiques des crises alimentaires et nutritionnelles. L'IPC se compose de quatre fonctions qui se renforcent mutuellement; chacune d'elles s'accompagne d'un ensemble de protocoles (outils et procédures) spécifiques. Les paramètres fondamentaux de l'IPC comprennent l'établissement d'un consensus, la convergence des preuves, la redevabilité, la transparence et la comparabilité. L'analyse IPC vise à fournir des indications pour la réponse d'urgence de même que pour la politique de sécurité alimentaire et la programmation à moyen et long terme.

Pour l'IPC, l'insécurité alimentaire aiguë se définit par toute manifestation d'insécurité alimentaire dans une zone spécifiée à un moment donné et dont le niveau de sévérité menace des vies et/ou des moyens d'existence quelles qu'en soient les causes, le contexte ou la durée. Elle est très sujette aux variations, de même qu'elle peut survenir et se manifester au sein d'une population en un court laps de temps suite à des changements brusques ou des chocs qui ont un impact négatif sur les déterminants de l'insécurité alimentaire.

Pour de plus amples informations, contacter:

NZITUNGA, Isaac

Président GTT IPC

isaac.nzitunga2022@gmail.com

Unité de soutien global IPC

www.ipcinfo.org

Cette analyse a été réalisée sous le patronage du Ministère de l'Environnement de l'Agriculture et de l'Elevage (MINEAGRIE). Elle a bénéficié du soutien technique et financier de la FAO.

La classification de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition a été réalisée à l'aide des protocoles IPC, qui sont développés et mis en œuvre dans le monde entier par le partenariat mondial de l'IPC - Action contre la faim (AAH), CARE, Catholic Relief Services (CRS), le CILSS, le EC-JRC, la FAO, FEWS NET, le Cluster mondial de sécurité alimentaire, le Cluster mondial de nutrition, l'IFPRI, l'IGAD, IMPACT, Oxfam, le SICA, la SADC, Save the Children, le PNUD, UNICEF, le PAM, l'OMS et la Banque mondiale.

Partenaires de l'analyse IPC:

